



2026 : Une année d'engagement et de vigilance

L'année 2026 s'ouvre sous le signe de la mobilisation démocratique avec les élections municipales. Pour la commission défense de l'ANR, c'est le moment d'intensifier notre action. Grâce à votre soutien, nous portons haut nos couleurs pour transformer durablement notre cadre de vie.

Face à un contexte politique français incertain, notre commission refuse la confusion et réaffirme ses priorités. Notre première revendication demeure le pouvoir d'achat, pour que chaque adhérent dispose des ressources nécessaires pour vivre mieux.

Plus que jamais, nous restons à votre écoute pour être utiles, pertinents et réactifs face aux défis actuels. Ensemble, agissons pour l'avenir.

Voici les mesures clés pour les retraités issues du budget 2026 :

- **Revalorisation limitée** : Les pensions de base (CNAV, SRE, etc.) augmentent de **0,9 %** au 1er janvier 2026, s'alignant sur l'inflation. Les pensions complémentaires Agirc-Arrco restent, elles, **gelées** jusqu'à fin octobre 2026.
- **Minima sociaux** : L'ASPA (ex-minimum vieillesse) est revalorisée à **1 043,59 €** pour une personne seule.
- **Fiscalité** : Le barème de l'impôt sur le revenu est indexé à **+0,9 %**, évitant ainsi une hausse d'impôt automatique liée à l'inflation. L'abattement fiscal de **10 %** spécifique aux pensions est finalement **maintenu**, malgré les débats sur son plafonnement. Cet abattement est limité à 4 399 € par foyer fiscal. Au-delà de 43999 € de revenus en 2024, le taux de cet abattement est dégressif.
- **Santé et Autonomie** : Création d'un **crédit d'impôt universel** pour les frais d'hébergement en EHPAD (25 % des dépenses, plafond de 2 500 €), désormais accessible même aux non-imposables.

Le débat sur le démantèlement ou la réforme profonde des **Agences Régionales de Santé (ARS)** est un sujet brûlant du paysage politique français, particulièrement depuis la crise du COVID-19.

Où en est-on aujourd'hui ?

À ce jour, il n'y a **pas de démantèlement acté**. Bien que certains candidats et partis politiques prônent régulièrement leur suppression (les jugeant trop bureaucratiques ou éloignées du terrain), la tendance actuelle s'oriente plutôt vers une **déconcentration** et une **simplification**.

Les évolutions récentes

- **Réforme "3DS"** : Elle a amorcé un renforcement du poids des élus locaux au sein des conseils d'administration, visant à briser l'image d'une gestion purement comptable et verticale.
- **Critiques persistantes** : Le reproche majeur reste la "technocratisation" du soin. Les détracteurs souhaitent rendre le pouvoir de décision aux préfets de département ou aux maires.
- **Position du gouvernement** : L'accent est mis sur la territorialisation. L'idée est de conserver l'expertise de l'ARS tout en la rendant plus agile et réactive face aux déserts médicaux.
- En résumé, si le mot "démantèlement" circule dans les discours électoraux, la réalité administrative est celle d'une **recherche d'équilibre** entre contrôle étatique et autonomie locale.

Pension de 2026 : ce qu'il faut retenir

En 2026, les règles fondamentales de la pension de réversion du régime général restent **inchangées**. Malgré les débats sur une éventuelle harmonisation des régimes ou l'ouverture du droit aux partenaires pacsés, le **mariage** demeure l'unique condition d'union civile pour être éligible.

Conditions et Nouveautés Chiffrées

Le seul changement notable est une **revalorisation mécanique** liée à l'inflation et à la hausse du Smic (+1,18 %). Les plafonds de ressources annuels sont désormais fixés à :

- **25 056 €** pour une personne seule.
- **40 089,60 €** pour un couple (si remariage ou vie commune).

L'âge minimum requis pour déposer une demande reste fixé à **55 ans** (Pas de limite d'âge pour la Fonction Publique)

Le piège de l'automatisme

Il est crucial de rappeler que le versement n'est **jamais automatique**. Trop de conjoints survivants perdent leurs droits par omission.

- **Action requise** : Vous devez impérativement en faire la demande explicite.
- **Délai de rétroactivité** : Si la demande est déposée dans les **12 mois** suivant le décès, le paiement est rétroactif. Passé ce délai, les mensualités précédentes sont définitivement perdues.

En résumé : Ne vous fiez pas aux rumeurs de réforme majeure. Restez proactif, vérifiez votre éligibilité dès aujourd'hui et engagez les démarches rapidement pour garantir ce filet de sécurité financier.

La lutte contre la désinformation en santé est un défi majeur de santé publique.

Une stratégie efficace doit reposer sur trois piliers : la prévention, la réaction et la collaboration.

1. Prévenir par la culture de l'information

Il est crucial de renforcer l'esprit critique des citoyens. Cela passe par l'éducation aux médias et la promotion de sources fiables. L'objectif est de donner aux individus les outils pour évaluer la crédibilité d'une information et comprendre les enjeux de santé par eux-mêmes avant de la partager.

2. Réagir par l'anticipation et la rectification

- **Anticipation** : Alerter le public sur les fausses rumeurs avant qu'elles ne se propagent, en expliquant à l'avance les mécanismes de manipulation.
- **Rectification** : Produire des réponses rapides, basées sur des preuves scientifiques, pour corriger les erreurs. Ces messages doivent être simples, visuels et diffusés là où circulent les rumeurs (réseaux sociaux).

3. Une approche multi-acteurs

La désinformation ne peut être combattue seule. Une alliance entre les **autorités de santé**, les **professionnels de terrain** et les **plateformes numériques** est indispensable. Ces dernières doivent ajuster leurs algorithmes pour valoriser les contenus certifiés et limiter la viralité des propos dangereux.

L'essentiel : En remplaçant le vide informationnel par une communication transparente, on restaure la confiance envers la science.

L'offensive 2026 : La Commission Défense en première ligne

En définitive, l'année 2026 marque un tournant pour la Commission Défense : celui du passage de vigilance à l'influence concrète. Pour cela, nous mettons à la disposition des responsables départementaux un dossier détaillé par grands thèmes dont chacun fait l'objet d'une fiche argumentaire. Dossier pour rencontrer les élus afin de les sensibiliser sur nos problématiques. Nous gardons ainsi l'initiative pour peser sur les décisions qui impactent notre quotidien.

Que ce soit sur le terrain de la santé, de l'autonomie ou de la fiscalité, notre cohésion est notre meilleur atout, face aux tentatives de fragilisation de nos acquis,

Nos valeurs

S'ENTRAIDER - SE DÉFENDRE - SE RETROUVER - SE PREMUNIR - S'INFORMER

Ce flash, visible sur le site public, a pour but de promouvoir l'ANR en mettant en avant les actions de la Commission Défense, pour la contacter : comdefense.anr@anrsiege.net